

<http://lipietz.net/Le-role-des-diasporas>

Amnistie... Amnésie... Impunité... Problèmes de la
justice transitionnelle

Le rôle des diasporas

- Député européen (Verts, France) - Mes initiatives - Amnistie... Amnésie... Impunité... Justice transitionnelle -



Date de mise en ligne : jeudi 6 décembre 2007

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

[Ecoutez directement Clarisa Carrillo](#)

Pour écouter l'un de ces enregistrements sur votre ordinateur vous pouvez télécharger le logiciel libre [Videolan](#).

Mon propos porte sur des personnes qui ont su tirer profit de leur exil en jouant un rôle en matière de justice transitionnelle. Sans pour autant vouloir créer une différence entre plusieurs types de réfugiés : tout départ est une souffrance, et tout exil a son lot de difficultés.

Diaspora et mémoire

Les diasporas ont une fonction de sensibilisation et d'information dans leur pays d'accueil. Elles participent donc aussi à l'établissement de la vérité. Cette situation varie selon les opportunités offertes par les pays d'accueil. Les diasporas se confrontent également à des obstacles matériels comme la maîtrise de la langue, le niveau de revenus... Ainsi qu'à des obstacles psychologiques tels que les traumatismes, la volonté d'oublier, la peur de représailles, etc.

Des victimes n'ont presque jamais parlé de leurs expériences, se déniaient parfois même leur qualité de victimes. D'autres ont parlé au début, croyant que leur témoignage allait servir à la justice... Mais face à l'impunité, les revendications de justice se sont essouffées.

Une autre problématique existe au niveau des échanges sur les atrocités entre les victimes directes et leurs enfants. La mémoire se transmet par petits bouts avec beaucoup de pudeur. À cela on peut trouver plusieurs raisons. La honte d'avoir perdu une bataille politique, de s'être vu obligé de commettre certains actes, la volonté de ne pas perturber les enfants par la transmission de souffrances... ne sont que des raisons parmi d'autres.

Confrontée à ces silences, la jeunesse réagit de deux manières : la négation ou la mobilisation en vue de s'approprier l'histoire, au travers des informations se trouvant dans la sphère publique. L'ouverture de procès donne une opportunité d'ouvrir le dialogue et de pousser les jeunes à s'interroger sur leur histoire.

Les différentes diasporas sont capables de tisser des réseaux entre elles pour se soutenir et pour engager des dynamiques. Rien d'étonnant compte tenu de leurs nombreux points communs :

Elles partagent souvent les mêmes expériences de vie et d'intégration dans le pays d'accueil. Le contact avec la population locale peut être une aide dans la démarche de reconstruction personnelle.

Elles sont confrontées au processus de deuil et à la problématique de la réconciliation.

Elles ont les mêmes revendications : la vérité, la justice, le devoir de mémoire, l'obligation morale de porter à l'extérieur la parole de la population restée dans le pays d'origine.

Les diasporas organisent aussi les mêmes types d'évènements (débat, commémorations, projections, etc.)

Les diasporas, grâce au développement des technologies de communication, échangent plus facilement avec leurs homologues installés dans d'autres Etats. L'enquête du juge Garzon en Espagne pour les Argentins et les familles des européens disparus, et l'arrestation de Pinochet en Angleterre pour les Chiliens, en sont des illustrations. Les personnes disparues pendant la dictature en Argentine, cela reste une histoire non encore soldée... Les cas sont nombreux. Je vais partager avec vous un cas symbolique.

Le cas Fausto Carrillo

Fausto Carrillo était avocat paraguayen, exerçant en Argentine dans la défense des droits de l'Homme et des droits sociaux. En 1976, il a été enlevé à son domicile situé à Formosa, capitale de la province du même nom. Formosa est la dernière Province d'Argentine, elle existe depuis seulement 50 ans. C'est une ville située au Nord, à la frontière avec le Paraguay. En 30 ans, la ville s'est agrandie et modernisée mais Formosa reste toujours une petite province, bien souvent oubliée.

Sa femme Felisa a été arrêtée à la même époque avec sa fille, alors âgée de 6 mois, à Asunción, au Paraguay. Elle s'y était rendu pour présenter leur fille à ses grands parents. Pendant plusieurs mois, elle a été interrogée dans les locaux de la gendarmerie, puis a été transportée au centre de détention « Embosca » où elles sont restées plusieurs années. Dans ce centre se trouvait aussi [Martin Almada](#), qui a découvert il y a quelques années les « Archives de la terreur »¹. Grâce à l'intervention d'ONG humanitaires, elles ont pu quitter le Paraguay et arriver en France.

Au travers cette famille sont mis en exergue l'[Operation Condor](#) et les difficultés de commencer une nouvelle vie en exil. En effet, elles n'ont pas pu retourner dans leur pays avant 1984 et ont dû attendre encore plus longtemps pour pouvoir retourner au Paraguay, où la dictature de [Alfredo Stroessner](#) a duré encore plus longtemps. Tous les deux ans, elles se rendaient en Allemagne où une section d'Amnistie Internationale avait accepté de parrainer Fausto Carrillo.

Lors de leur premier voyage en Argentine, Felisa Carrillo a porté plainte pour disparition forcée de personne, elle a recueilli les témoignages des dernières personnes à avoir vu son mari, et a accompagné le groupe de la CONADEP (Commission nationale sur la disparition des personnes) sur les lieux de séquestration clandestine de Formosa. Malheureusement la promulgation des lois d'amnistie a bloqué toute la procédure.

Suite à l'annulation des lois d'amnistie par la Cour suprême d'Argentine, la plainte a pu être rouverte, et de nombreuses personnes militent pour que la justice ne reste pas sans voix. Suite à l'annulation de ces lois, de nouveaux cas de violations des droits humains ont été révélés, de nouvelles victimes ont osé porter plainte.

Ce cas n'est pas anodin, car ont été mis en cause : le général Jorge Eusebio Rearte, n°3 du RIM29 de 1976 à 1977 et nommé chef des armées pendant la présidence de Menem dans les années 90, l'ex-gouverneur de la Province, Colombo, le commissaire Felix Celso Ferreyra, chef de la police, le médecin militaire tortionnaire Faustino Blanco Cabrera, Angel Ervino Spada et Federico Sebastian Steimbach.

Aujourd'hui toutes ces personnes sont en liberté dans l'attente d'un procès car elles sont au même régime que les criminels droit commun. Il est urgent de procéder à une réforme du système judiciaire. Qui plus est, des acteurs de la

dictature sont encore en place, comme par exemple l'ex chef de la police, M. Borrini, actuellement ministre de la Province, ou encore le vice-gouverneur, M. Bogado, grand amirateur de Stroessner.

Le cas des régions « reculées »

Force est de constater ici la différence de traitement entre les grandes villes et les petites provinces. Ces différences sont criantes à plusieurs niveaux :

Déficiences du système judiciaire. Manque de personnel, manque de juges compétents (tous sont liés de près ou de loin à la dictature, et il faut en trouver trois pour ouvrir un procès), faible formation en droit humain des avocats (dont beaucoup sont liés de près ou de loin à la dictature)... Les archives perquisitionnées en 2005 au régiment, à la préfecture des marines et à la gendarmerie n'ont pas encore été analysées. Elles sont stockées dans un coin de la bibliothèque du palais de justice, et n'importe qui peut les voler.

Déficiences du système de protection des témoins et des avocats. Une lutte juridique a été entamée pour que cette protection soit assurée par la gendarmerie et non la police car les gendarmes sont mutés tous les deux ans, ce qui amoindrit les attaches locales, alors que les policiers de l'ancien régime restent en place.

Déficiences de la séparation des pouvoirs exécutifs et judiciaires. Formosa était la seule province où aucune exhumation pour retrouver des disparus n'avait été organisée. Grâce à une mobilisation internationale, cette année une équipe d'anthropologues s'est rendue à Formosa. La famille de Fausto Carrillo en a fait autant. Le secrétariat des droits humains de la province, qui ne s'est pas porté partie civile, a pour la première fois accepté d'aider financièrement cette équipe... Mais en fait (et cela dit sans penser que certains corps sont plus importants que d'autres), on s'est aperçu que les corps alors recherchés juridiquement étaient ceux des péronistes disparus en 1975, et non Fausto Carrillo et les autres disparus de la dictature commencée en 1976. Cela a fait courir un risque d'annulation du procès, car les experts-légistes agissaient normalement sous mandat de la justice, avec les éléments existant au dossier.

Le retour au pays d'origine

Ce cas est aussi symbolique de l'évolution des relations avec le pays d'origine. Au fur et à mesure de l'exil, les relations qui demeurent avec le pays d'origine se restreignent souvent aux liens familiaux. C'est ainsi que lors de leur dernier voyage, en 2007, Felisa Carrillo et sa fille se sont rendues au Paraguay et ont découvert... qu'il existait une Commission Vérité et Justice au Paraguay.

Pour la première fois, elles ont été interrogées par des membres de la commission Vérité et Justice (psychologues et juristes) et se sont rendu compte de leur propre statut de victimes... Jusqu'ici elles n'agissaient qu'au nom d'un autre, disparu dans un autre pays. Cela met en lumière la fragilité de la position de victime, qui doit à nouveau tout raconter, se souvenir à nouveau, et se retrouver devant ses bourreaux.

Cette histoire montre aussi la complication de la procédure à initier dans le cadre des plaintes contre le Plan Condor, plaintes qui débouchent sur des poursuites et des procès actuellement possibles uniquement à Buenos-Aires, comme l'illustre le prochain procès public de Videla.

La diaspora argentine est toujours mobilisée, avec ses divisions internes et ses différents réseaux, mais n'a pas encore trouvé la manière de porter collectivement ces procès, de les coordonner avec les victimes de violations des droits humains dans d'autres pays de la région. Tout comme les anciens organismes qui avaient accepté de

parrainer les disparus.

Les outils de la justice transitionnelle devrait aussi nous permettre de nous retrouver (ONG, diasporas, politiques), de nous unir au travers de nos expériences, pour impulser la recherche de la vérité, pour que la justice ne reste pas sans voix, et un jour nous réconcilier.